

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Bien que le Tchad ait eu un faible nombre de cas de COVID-19, son économie a été touchée par les conséquences mondiales de la pandémie. En 2020, le PIB réel s'est contracté de 0,6 %, contre une croissance de 3 % en 2019 et de 2,4 % en 2018. La récession est principalement due à une suspension temporaire de la production pétrolière, principal moteur de l'économie, et à la fermeture des frontières pour contenir la pandémie, qui a provoqué un ralentissement des échanges commerciaux. L'inflation, qui était tombée à 1 % en 2019, est remontée à 2,7 % en 2020, à la suite de la rupture des chaînes d'approvisionnement de certains produits de base. Malgré l'augmentation des dépenses pour atténuer la pandémie, l'octroi d'appuis budgétaires a permis de contenir le déficit budgétaire, qui s'est élevé à 0,8 % du PIB en 2020, contre 0,3 % en 2019. Le déficit du compte courant s'est aggravé, passant de 4,9 % du PIB en 2019 à 13,3 % en 2020, principalement en raison de la suspension de la production et des exportations de pétrole dans une période de baisse des prix du pétrole. Il n'existe pas de données récentes sur la pauvreté, les dernières, qui datent de 2018, indiquent un taux de 42,3 % sur l'ensemble de la population, dont 49,7 % dans les zones rurales. En 2020, la pauvreté a probablement augmenté en raison des effets de la pandémie, qui a touché de manière disproportionnée les plus vulnérables.

Perspectives et risques

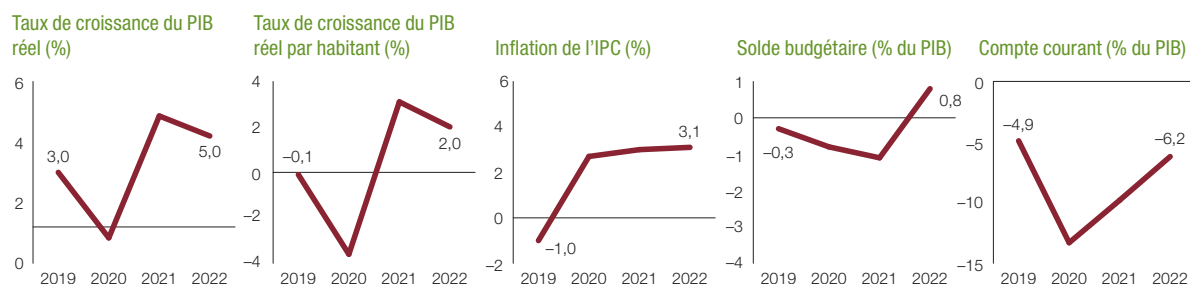
L'économie tchadienne devrait reprendre sa croissance en 2021 et 2022 à condition que la pandémie s'atténue pour permettre une reprise économique mondiale, avec une demande croissante de matières premières. La croissance devrait atteindre 6,1 % en 2021 et 5 % en 2022, grâce à une reprise

des activités industrielles, notamment dans l'égrenage du coton, la production de pétrole et l'industrie textile. Si le gouvernement continue d'apurer les arriérés intérieurs, il devrait y avoir une reprise des investissements et de la consommation privée. L'inflation devrait être en moyenne de 3 % au cours des deux prochaines années.

Le déficit budgétaire devrait se creuser légèrement pour atteindre 1,1 % du PIB en 2021, en raison d'une augmentation des investissements publics et des dépenses salariales liée à l'ouverture de 20 000 postes dans la fonction publique et aux prochaines élections. Toutefois, un retour à l'équilibre budgétaire est attendu en 2022, à 0,8 % du PIB. Le déficit du compte courant devrait se réduire progressivement pour atteindre 9,8 % du PIB en 2021 et 6,2 % en 2022 en raison de la reprise des exportations de pétrole et de coton.

Questions et options de financement

La baisse du prix du pétrole entre juillet 2014 et février 2016 a plongé le Tchad dans une crise de la dette. En 2018, la principale composante de sa dette commerciale (Glencore) a été restructurée, prolongeant son échéance moyenne à 12 ans et réduisant le taux d'intérêt de 7,5 % à 2 %, ce qui, associé à une reprise de la production ou du raffinage, a conduit à une nette amélioration des indicateurs de la dette. L'encours de la dette publique était estimé à 4 890 millions de USD en 2019, dont 56 % de dette extérieure. La dette totale représentait 44,2 % du PIB en 2019. En 2018, environ 45 % de la dette extérieure était commerciale, 28 % multilatérale et 27 % bilatérale. La dette intérieure était équivalente à 19,7 % du PIB en 2019, contre 24,7 % en 2017 et 8,8 % en 2011. En janvier 2020, le gouvernement a adopté un plan d'apurement de la dette intérieure de 878,8 millions de USD pour relancer l'économie.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.